

## Rentrée antisociale du FN

### Forum antisocial à Orange

Requiqué par son score à l'élection présidentielle d'avril, et à l'approche des élections prud'homales de décembre, le FN, dans son organe de presse National Hebdo, "s'intéresse" de nouveau aux questions sociales et syndicales :

Articles sur France-Télécom et EdF-GdF, et, dans sa livraison du 19 au 25 Septembre 2002 (n° 948), une bonne demi page pour annoncer la tenue d'un "forum social d'Orange" du 11 au 13 octobre, organisé par "le Centre Henri et André Charlier et la Mairie d'Orange"

Bernard Anthony en explique le mode d'emploi :

"Le Forum Social prend place dans la série de toutes les initiatives du Centre Charlier, notamment quant aux tentatives de reconstruction sociale (...) : la constitution de noyaux de gens qui défendent nos valeurs fondées sur la loi naturelle, face à l'hostilité des pouvoirs en place ; la constitution de réseaux de gens qui s'épaulent dans leur domaine social face à la subversion".

B.A. explique ensuite qu'il n'a jamais été partisan de "syndicats Front National" mais que "ce que nous faisons a toujours renforcé directement ou indirectement le Front National"

Enfin, à une "question" du journaliste de NH qui lui fait remarquer qu'aucun journaliste ne sera admis "sans demande d'agrément" et qu'aucune chaîne de télévision ne sera acceptée, Bernard Anthony répond "je ne souhaite pas que des caméras se braquent sur les participants et que les télévisions diffusent des images où l'on pourrait les reconnaître ce qui pourrait leur porter préjudice, comme aux braves gens qui furent filmés au long des "semaines de la haine" entre les deux tours de la présidentielle, et qui ont été ensuite la cible de persécutions. Il n'est pas question de désigner à la vindicte médiatique des syndicalistes FO ou autres qui sont en accord avec nous..."

Espérons que cette prudence des animateurs de cet étrange "forum social" excitera la curiosité des journalistes ou autres paparazzi

Anti-fascistes et que nous pourrions voir quelques images de ces soit disant syndicalistes défenseurs de la "loi naturelle"... En tout état de cause, le mouvement syndical est prévenu, l'heure des infiltrations en tout genre a de nouveau sonné. A quelques semaines de la publication des listes se présentant au scrutin des prud'homales, l'avertissement doit être entendu et la vigilance renforcée pour débusquer les faux syndicalistes et vrais fascistes qui seraient tentés d'utiliser des labels syndicaux pour leurs sombres desseins.

### Vitrolles : épilogue de la chute du MNR ?

Catherine Mégret a donc été battue au second tour de l'élection municipale partielle. Elle obtient cependant 45,95% des suffrages (6878 voix), soit 9 sièges au conseil municipal. La liste socialiste conduite par Guy Obino obtient 54,05 % des suffrages, soit 30 sièges. La nouvelle équipe a déjà engagé des audits sur le personnel et les finances : le récent rapport de la Cour des Comptes semble n'avoir pas tout révéler des pratiques de la maison Mégret.

Si le MNR apparaît laminé avec cette défaite électorale, les militants, le personnel en place à Vitrolles et les 9 élus gardent encore un pouvoir de nuisance. Que reste-t-il par exemple du secteur social, de la bibliothèque... ? Les militants syndicaux et associatifs qui ont résisté pendant ces 5 années ont aujourd'hui beaucoup à reconstruire.

### Comment National Hebdo envisage le troisième tour social

Au mois de juin, dans National Hebdo, le Front National nous livre son analyse de la situation

sociale qu'aura à affronter le gouvernement Raffarin ; le journaliste écrit sous le titre : Vers le troisième tour social, " L'avenir du quinquennat Chirac sera un véritable champ de mines ", poursuivant : " la poursuite implacable de la mondialisation de l'économie française fragilise notre paysage social comme jamais ", suit un développement sur les 1500 licenciements chez Bull et les " région entières qui souffrent ", sous un chapitre intitulé : Explosion généralisée ?, NH écrit " l'équipe Chirac-Raffarin sera prise en tenaille par les professions libérales, les indépendants, les PME-PMI ", ajoutant, " bien d'autres seront poussés tôt ou tard dans la rue. Paysans et ruraux, pêcheurs, acculés livreront de rudes batailles ". C'est sur ce mécontentement que le FN compte s'appuyer pour conforter son assise populaire : le mécontentement des classes moyennes. Pour le moment, chez les salariés le FN ne fait que mettre en garde contre " le syndicalo-terrorisme " (sic) qui a de beaux jours devant lui, pouvant compter sur les maladroites de gesticulations de Sarkosy (intervention systématique des CRS dans les conflits sociaux, dernier exemple Lustucru) ". Le journaliste de NH sait que les organisations syndicales sont les seules à avoir la légitimité pour défendre les salariés. Mais l'écho bienveillant donné dans cet article aux mécontentements populaires, y compris dans l'entreprise, montre que le FN n'a pas abandonné la perspective de développer son programme " national social " chez les travailleurs lors des conflits sociaux.

### Bébéar à l'université du MEDEF

Souvenez vous, c'était en avril 1998, dans un interview au journal " Le Monde ", l'ex PDG de Peugeot-Citröen, J. Calvet expliquait doctement qu'il ne fallait pas refuser les voix d'élus FN [au conseil régional Rhône-Alpes] et qu'il fallait " plus que jamais des pouvoirs forts à tous les échelons politiques " (voir ISA Avril 1998 n°19 ancienne série). Quatre ans plus tard, et quelques mois seulement après l'élection présidentielle d' Avril 2002 où JM Le Pen a fait le score que l'on connaît, c'est une autre figure du grand patronat, Claude Bébéar, président du Conseil de Surveillance d'AXA (Assurances) qui, à l'université du MEDEF d'Août 2002 a fait quelques sorties qui, comme le commente " Le Monde ", du vendredi 30/08 " ont provoqué des remous ".

Au cours d'une table ronde consacrée aux " grandes peurs de l'an 2000 ", Bébéar n'a pas fait dans la dentelle :

" La race blanche est en train de se suicider " ;  
" Quand vous créez mille emplois aux Indes ou

au Bengladesh, vous aidez beaucoup ces pays et créez un problème très limité en France " - cité dans l'article - et il faut donc que les pays riches cessent d'aider les pays en voie de développement... pour terminer par une tirade dénonçant " le crétinisme rampant de certains de nos concitoyens, qui utilisent à peine deux cents mots " " et encore je devrais dire deux cents borborygmes ".

Au-delà du cynisme, du mépris et du racisme que véhiculent ces déclarations, il faut y voir aussi la traduction, certes déformée, dans les sphères patronales, de la poussée Lepéniste d'avril 2002.

Nous disions en 1998, après les déclarations de J. Calvet, que " les tentations autoritaires font leur chemin dans les têtes patronales ". Ce ne sont pas les propos de Bébéar cet été qui risquent d'apaiser nos craintes. Bien au contraire.

### De la parole aux actes ...

Le Monde du 18/10/02 nous apprend dans une dépêche que Marine LE PEN a assisté le 16 Octobre, au siège de la société d'assurances AXA à Paris , à un colloque organisé par l'institut Montaigne et HEC –débat sur le thème " Le Pen, les élites , le peuple " . Le journal du soir précise que l'Institut Montaigne se définit comme " un espace de réflexion apolitique " et a été créé par Claude Bébéar fondateur et ancien PDG d'AXA...Les liaisons dangereuses d'une fraction du patronat se précisent... vigilance donc !

### Cherbourg

Alain Hebert, Secrétaire général de l'UL CGT de Cherbourg a été condamné à un mois de prison ferme et cinq mois de sursis pour avoir manifesté le 26 juin dernier lors de la " cérémonie de clôture " de l'hôpital maritime de Cherbourg. Il est accusé d'avoir frappé un gendarme au cours d'une bousculade entre les forces de l'ordre et quatre cents manifestants venus protester contre la fermeture de l'hôpital. Il est par ailleurs le président du collectif contre le racisme et les idées d'extrême droite de Cherbourg. Sa condamnation a créée stupeur et indignation. Un comité de soutien poursuit la mobilisation dont la prochaine échéance sera l'appel contre la condamnation. ISA s'associe à l'indignation suscitée par cette sentence et apporte tout son soutien à Alain Hebert.

N'oubliez pas de vous réabonner !

## Autriche : La droite populiste et ses pots cassés

“ L’adhérent simple ” devient de plus en plus compliqué... ou plutôt, source de complications pour son propre parti. Jörg Haider avait été poussé, au moment de l’effroi dans les capitales européennes provoqué par la formation du gouvernement droite / extrême droite en Autriche, à abandonner la présidence de son parti au 1er mai 2000. Depuis, il s’est toujours efforcé à souligner qu’il était un “ adhérent simple ” du parti, tout en demeurant longtemps son véritable leader... informel, mais incontesté.

Jörg Haider avait été élu président du FPÖ (Freiheitliche Partei Österreichs - Parti autrichien de la liberté) après un “ putsch ” intérieur, fin 1986, mettant fin à la phase libérale de ce parti petit-bourgeois, fondé comme parti des anciens nazis en 1956. Au cours des années 70 et dans la première moitié des années 80, le FPÖ s’était mué en parti bourgeois “ respectable ”, d’obédience libérale classique, mais avait commencé à perdre la plus grande partie de sa base sociale et électorale. Après une chute à 2 % des intentions de vote dans les sondages, Haider - fils de nazis actifs, et fier de l’être - reprit en main le parti, lui imprégnant un mélange de néolibéralisme économique agressif et de remobilisation des ressentiments antisémites et pro-nazis. Ce mélange détonnant de “ modernité ” néo-libérale (longtemps appréciée même par ses interlocuteurs américains) et de lien évident avec le passé nazi fortement présent dans la société autrichienne, avait fait voler le FPÖ de succès en succès jusqu’au début des années 2000.

C’est son entrée au gouvernement, au mois de février 2000, qui aura – à moyen terme - compliqué les choses pour lui. Non pas que les résistances, sociales et/ou antifascistes, dans la rue aient beaucoup contribué à casser (l’avancée de) ce parti. Certes, les mobilisations spontanées contre l’arrivée aux affaires du FPÖ allié au ÖVP (le parti chrétien-démocrate, pour faire vite) qui ont lieu surtout au cours de l’année 2000, ont contribué à modifier un peu le paysage politico-social autrichien. Le conflit politique a pris pied pour la première fois dans une société au sein de laquelle le consensus social avait, jusque-là, été poussé jusqu’à son extrême. Mais les mobilisations et protestations ont plutôt marqué le pas, à partir de la première moitié de l’année 2001, et étaient considérablement affaiblies au cours de la dernière période. Il s’avérait impossible de prolonger à l’infini des mobilisations très spontanées qui était, au moins

au début, largement basées sur l’attente non réaliste de pouvoir faire chuter ce gouvernement à court terme. Mais c’est de l’intérieur que le coup a été porté au FPÖ. Car un parti comme celui de la droite extrême et populiste en Autriche, mélange d’éléments petit-bourgeois et plus ou moins nazifiant, a besoin de mettre en scène en permanence sa nature dynamique, pseudo rebelle (dans la forme, quoique très conformiste au fond), provocateur. Il n’affectionne guère l’immobilité puisqu’il a besoin de se donner l’image d’être perpétuellement en mouvement, afin de galvaniser les forces d’une protestation inconsciente au sein d’une société qui était trop longtemps restée figée et (apparemment) consensuelle.

Jörg Haider s’était réservé ce rôle, en provoquant plus d’une fois des mini crises avec l’establishment politique. Ainsi il a endossé l’habit du briseur de consensus en se liant d’amitié d’abord avec le fils du dictateur charismatique libyen, le dénommé Saif Al-Kadafi, résidant en tant qu’étudiant en Autriche. Et en nouant ensuite des liens avec le dictateur irakien Saddam Hussein, en se rendant (au printemps 2002) à Bagdad, malgré l’embargo aérien frappant ce pays. La raison en est essentiellement la joie provoquée par ces pseudo alliances au sein de la base antisémite du FPÖ (applaudissant à tout ce qui est critique, fondée ou non, voire dénonciation outrancière d’Israël et des juifs) alliée à un rôle d’ouverture de marchés nouveaux pour des PME autrichiennes. En même temps, tout cela ne s’allie guère avec l’image d’un politicien bourgeois respectable, et respectueux du “ consensus occidental ”.

Haider a fini par se heurter à l’embourgeoisement rapide de la (très petite) couche de responsables du FPÖ qui étaient entrés au gouvernement en 2000. Le parti ne disposant pas d’une véritable couche d’hommes d’appareil capables de contrôler une telle participation gouvernementale, le FPÖ avait formé une équipe de personnes souvent incapables (les démissions forcées de ministres FPÖ du gouvernement sont légion) et avides de gagner une stature de bourgeois respectables.

Le dernier conflit au sein du FPÖ, au début du mois de septembre, portait sur la question de savoir s’il fallait appliquer immédiatement la baisse des impôts proposée par Haider (et devant profiter, dans une logique populiste, aux moyens et petits revenus) ou s’il fallait au contraire la retarder d’un an afin de pouvoir gérer

les conséquences des terribles inondations du mois d'août. Mais ce n'était qu'un catalyseur, déclenchant la rupture (provisoire) au sein du FPÖ.

Derrière se profilaient des questions de plus grande importance, et notamment l'attitude vis-à-vis de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est. L'équipe gouvernementale, ne pouvant trop s'écarter d'une "Realpolitik" vis-à-vis de Bruxelles, tendait à l'accepter tout en émettant des conditions – par exemple en matière de retardement de la mobilité des travailleurs sur le marché du travail communautaire. La base du FPÖ, au contraire, continuait à pester contre l'acceptation de la République tchèque (voisine) au sein de l'UE, tant que les Tchèques n'auraient pas fait leur mea culpa par rapport à l'expulsion des Allemands des Sudètes en 1945. Cette minorité allemande en Tchécoslovaquie avait voté à 93 % pour le parti nazi et avait massivement et activement collaboré avec l'Allemagne nazie au moment du démantèlement de l'Etat tchécoslovaque, en 1938, puis lors du régime d'occupation nazi. La nouvelle Tchécoslovaquie a fini par expulser cette population, en 1945, vers l'Allemagne et l'Autriche voisines. Les extrêmes droites allemande et autrichienne, mais aussi une large partie de la droite classique de ces pays, n'ont jamais pardonné cela au voisin tchèque, et ont toujours crié à la revanche. Le conflit autour de la centrale nucléaire tchèque de Temelin, réputée non suffisamment sûre, a fourni le prétexte à l'extrême droite autrichienne pour émettre, ces dernières années, des conditions, voire un veto à l'admission de la République tchèque à l'Union européenne.

Les pressions de Haider, et d'une partie de la base du FPÖ, ont fini par pousser à la démission les ministres du FPÖ au gouvernement, y compris la numéro deux du gouvernement, la vice-chancelière Susanne Riess-Passer. Y aura joué un rôle important, l'avocat du FPÖ, Ewald Stadler - un homme qui a récemment encore participé à des fêtes de solstices organisées par des groupes de pangermanistes et déclaré qu'il n'y avait point lieu de décider " qui a été pire, les nazis ou les alliés (de la Seconde guerre mondiale) "

Le gouvernement a ainsi explosé au cours de la deuxième semaine de septembre. Au cours d'un congrès du FPÖ convoqué dans l'urgence, le 20 septembre, le parti a tenté de recoller les morceaux en son sein, en vue des élections anticipées que le chancelier (chrétien-démocrate) a décidé d'organiser le 24 novembre prochain.

Avec 92 % des voix des congressistes, les délégués ont élu l'ancien ministre des transports, Mathias Reichold, en tant que tête de liste du FPÖ aux élections à venir. Il s'agit d'un homme de compromis entre les différentes sensibilités au sein du FPÖ. D'un côté, c'est un ancien membre du gouvernement. De l'autre côté, Reichold est plutôt proche de Jörg Haider et de ses positions, et a réaffirmé des prises de position très dures par rapport à l'adhésion tchèque à l'Union européenne.

Il est quasiment sûr que le FPÖ devra payer, dans un premier temps, les pots cassés aux prochaines élections du 24 novembre. Pour le moment, les instituts de sondage lui donnent entre 12 et 16 % des intentions de vote (contre 27 % des voix aux élections fédérales du 3 octobre 1999). La nouvelle tête de liste, Mathias Reichold, a mis la barre du "succès" à 15 % des votes - en dessous de ça, le FPÖ retournerait, selon lui, dans l'opposition. De l'autre côté, la crise actuelle a peut-être permis au FPÖ d'éviter l'essoufflement ou l'explosion, à moyen et long terme. Enfin, il y a encore un "adhérent simple" qui se tient en réserve : Jörg Haider s'épargne lors de ses élections en ne se présentant pas, n'ayant ainsi pas à ramasser lui-même les pots cassés. Selon les sondages, environ 60 % des Autrichiens s'attendent cependant à voir réapparaître Haider après les élections. Il pourra toujours jouer le rôle du sauveur de son parti.

## DOUANES

Lors du Comité Technique Paritaire Ministériel du 09 07 02 la CGT des douanes a interpellé le ministère en s'inquiétant de l'augmentation du racisme dans la surveillance des douanes. Elle a exigé que " des règles déontologiques strictes " soient rappelées pour mettre fin aux " contrôles au faciès ". Le SNCD – Syndicat National des Cadres des Douanes et Droits Indirects – " condamne avec fermeté tout comportement raciste "... mais reproche à la CGT d'en avoir parlé en CTPM et parle de " coup bas porté à la Surveillance ".

Incohérence ou complaisance ? en tout cas, un coup bas du SNCD contre la nécessaire lutte vis à vis des comportements racistes même quand ils viennent d'une administration de l'Etat sensée respecter les principes d'égalité républicaine...

### **Appel pour la libération de Paolo Persichetti**

Paolo Persichetti a été extradité à la sauvette vers l'Italie le 25 août dernier. Contrairement à ce qui a été parfois allégué, il n'a jamais été clandestin en France. Il y est arrivé en 1991 et a immédiatement demandé et obtenu un permis de séjour. Il est régulièrement inscrit comme étudiant à l'université de Paris VIII depuis 1992, et il y termine une thèse de doctorat en science politique. Paolo Persichetti est aussi attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'université de Paris VIII, à la suite d'une procédure normale de recrutement scientifique, entérinée par le recteur de Créteil représentant le ministère de l'Éducation nationale. Pendant ses années de formation à la recherche, Paolo Persichetti s'est toujours distingué par l'excellence de ses travaux dont plusieurs ont été publiés, ainsi que par la régularité et la qualité de son enseignement. Si un décret d'extradition, signé par Edouard Balladur le 7 février 1994, a été pris à son encontre, trois gouvernements français, dont celui de M. Balladur, ont choisi depuis lors de ne pas l'appliquer. On sait qu'une pratique continue comme celle-ci engendre, d'après la jurisprudence administrative française et européenne, des droits pour les justiciables auxquels elle bénéficie.

Par ailleurs et surtout, la décision d'extrader Paolo Persichetti remet en cause une position politique et juridique approuvée et confirmée par neuf gouvernements français successifs (Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, Cresson, Bérégovoy, Balladur, Juppé, Jospin) et deux présidents de la République. Les termes de cette position sont d'une clarté absolue : la France refusait d'extrader les exilés politiques italiens dès lors que ceux-ci avaient rompu avec la violence armée. François Mitterrand avait énoncé ce principe en 1985 au nom d'un constat très simple : les lois et pratiques d'exception mises en place en Italie à partir de 1976 pour combattre le terrorisme (recours systématique aux repentis, constructions logiques de l'accusation non fondées sur des preuves, extension infinie de la notion de "concours à bande armée"... ne garantissaient pas un procès équitable aux accusés. Cette situation juridique n'a pas changé depuis lors. Il est donc incompréhensible et illégitime que la France renie la parole donnée. Ce sont les principes mêmes de la République et de l'État de droit qui sont ici bafoués.

### Comité pour la Libération de Paolo Persichetti

Nous soussignés,

-dénonçons avec la plus grande fermeté cette décision juridiquement, politiquement et humainement inadmissible

-soutenons la démarche entreprise auprès de la Cour européenne des droits de l'homme afin que cette extradition soit condamnée

-appelons à la libération de Paolo Persichetti ainsi qu'au rétablissement de la position de la France à l'égard des exilés politiques italiens.

Les signatures peuvent être adressées au Comité pour la Libération de Paolo Persichetti, département de science politique,

Université Paris 8 ; 2 rue de la liberté

93526 Saint-Denis Cedex

### **National Hebdo n'aime pas Bové**

Que National Hebdo n'aime pas les syndicalistes, on ne s'en étonnera pas. En particulier, l'hebdomadaire lepéniste (à 40 % la propriété du parti de Le Pen) déteste le syndicaliste de la Confédération paysanne, José Bové. Ce dernier est accusé de voler la vedette à l' "anti-mondialisme" d'extrême droite, en prônant une critique de la mondialisation libérale qui est internationaliste dans son contenu. Ainsi, au début de l'été, l'hebdomadaire du FN (27 06 02) critique qu'on n'ait pas traité de manière suffisamment dure Bové au moment de son incarcération : "Le gouvernement Jospin n'était pas pressé du tout de faire purger la peine de l'agitateur professionnel Bové, plus que récidiviste, condamné à trois mois ferme pour le saccage d'un chantier de fast-food" (NH omet de mentionner le nom de Mc Donalds) "à Millau en août 1999. (...) Bové met Chirac dans une posture fâcheuse. (...) Et, en insistant sur le caractère prétendument "syndical" des faits ayant entraîné la peine, il appelle toutes les autres organisations sociales à se solidariser avec lui. On l'a vu à l'occasion de l'entrée de Bové en prison. Ce fut un cirque incroyable, au mépris de la loi. Sous haute protection policière, un cortège de carnaval a été constitué sur 130 km (...) et le condamné est arrivé avec un grand retard devant les locaux pénitentiaires. Ce qui vaudrait à un justiciable normal l'embarquement manu militari dès l'aube (...) Au lieu de quoi on a assisté à ce qui ressemblait à un départ en vacances d'un quidam déguisé en bagnard..." Ah, sous le FN, ça serait plus vrai, pour le bagne, avec des chaînes au pied et le boulet au bout !

### **Lois liberticides de Perben et Sarkozy : Ripostes des syndicats et des associations**

Quadrillage policier des quartiers défavorisés, réforme de l'ordonnance de 45 avec création de centres fermés pour les mineurs, pénalisation des actions collectives, la loi Perben et le projet de loi de Sarkozy ont pour but de criminaliser la pauvreté et de stigmatiser la jeunesse (gens du voyage, mendicité, squats, jeunes dans les cages d'escalier). Des organisations syndicales

et les associations de défense des droits de l'Homme ont commencé, dès le printemps à organiser la riposte à l'offensive du gouvernement contre les droits et les libertés. Contacts et réunions ont abouti à plusieurs appels, pétitions ou communiqués de presse :

- Initié au printemps, un appel à l'initiative du SNPES / Protection Judiciaire de la Jeunesse/FSU intitulé : Des professionnels, des chercheurs prennent position contre l'enfermement à recueilli déjà 5000 signatures (à lire et à signer sur le net : [appel.snpes-pjj.org](http://appel.snpes-pjj.org)).

- Le 16 juillet 2002, à l'initiative de la FSU, avant le vote de la Loi Perben, une réunion unitaire était convoquée et un communiqué de presse rédigé qui dénonçait des : " mesures qui s'inscrivent dans le cadre plus général de la politique de répression mise en place par le gouvernement (répression syndicale et associative...), ajoutant que le projet de loi gouvernemental s'inscrit dans une démarche de plus en plus autoritaire et répressive à l'égard de la jeunesse et des couches populaires".

- Organisations signataires : Association française des magistrats de la Jeunesse, CGT pénitentiaire, CGT Police, FCPE, FSU, SNPES et SNEPAP-FSU, Groupe des 10, Solidaire, LDH, MRAP, Réseau CLARIS, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, SGEN-CFDT, Syndicat National des Psychologues

- Enfin le 30 septembre, la LDH, le SAF et le SM organisait une réunion avec les partis politiques de gauche et des syndicats pour discuter de la rédaction d'un nouveau communiqué contre le projet de loi de Sarkozy, de la préparation d'un quatre pages explicatif expliquant et dénonçant le projet, enfin une perspective d'un meeting et d'une manifestation a été évoqué.

La riposte à l'offensive sécuritaire et liberticide du gouvernement est, pour le moment, à l'instigation des syndicats des secteurs concernés et des associations de défense des droits de l'Homme. La population tétanisée par l'aggravation des conditions de vie dans les quartiers, les phénomènes d'exclusion et de violence, soutient pour le moment majoritairement les mesures gouvernementales.

Le mouvement syndical doit relayer ces appels dans les entreprises et expliquer la dangerosité des mesures annoncées pour les libertés et leurs graves conséquences pour les couches populaires, les jeunes et les exclus.

### **Auto dissolution de la C.S.L.**

Bonne nouvelle : Ce syndicat fasciste, né de la transformation de la CFT en 1979, s'auto dissout

après plus de vingt ans de services musclés au patronat. Pour mémoire, son ancêtre, la CFT, était surtout connu par ses nervis briseurs de grève : Assassinat dans les années 70 d'un militant CGT des Verreries Mécaniques de Champagne à Reims, attaque des grévistes de Peugeot St Etienne en 1973, etc.... La Confédération des Syndicats Libres ( C.S.L. ) avait pris le relais lors du conflit à Talbot Citroën en 1983-84 avec ses violences contre les immigrés à la pointe de la grève. Mais le patronat est ingrat même avec ses séides ; les directions de Peugeot et Citroën dans les années 90, décident de normaliser leurs relations avec les syndicats ouvriers ; c'est le déclin programmé de la CSL qui voit ses effectifs fondre et qui vivote essentiellement grâce aux subventions de l'ancienne équipe de la Mairie de Paris ( voir Le Monde et Libération des 10/11/10/02 )

Mauvaise nouvelle : En se dissolvant, la direction de la CSL appelle ses structures et adhérents ( autour de 500 ) à rejoindre...F.O.

La Confédération F.O. a précisé qu " il n'y a pas d'intégration des structures CSL dans FO " et que les adhérents CSL ne peuvent la rejoindre " qu'à titre individuel " ( Le Monde du 11/10/02 )

Ces déclarations ne nous rassurent pas pour autant : pour nous, syndicalistes anti-fascistes, Même à titre individuel, les militants de la CSL, n'ont rien à faire dans un syndicat défendant les intérêts des salariés. Ils sont, comme les infiltrés du F.N., les pires ennemis des travailleurs et, à ce titre doivent être bannis du mouvement syndical.

### **Abonnement**

Nom Prénom et/ou syndicat

Adresse

Code Postal Ville

🍎 10 numéros : 7,60 euros

🍎 Abonnement de soutien : 15 euros ou plus

Chèque à l'ordre d'ISA

### **Contact**

ISA chez VISA

80, 82 rue de Montreuil, 75011 Paris

Fax :01 48 36 66 33

e-mail : [visacom@club-internet.fr](mailto:visacom@club-internet.fr)

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, JJ. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT),  
C. Aumeran (SNUI), C. Birnbaum (SNESUP-FSU), P. Farfart (SNUIPP-FSU), F. Mahé RIF Paris 19°  
JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU), D. Turbet-Delof (SNUI), JL. Wichegrod (CGT Finances),  
CCPA n°0603 S 05157

Edité par VISA / Imprimé par nos soins

VISA :80/82 rue de Montreuil 75011 Paris